

VILLE DE MARSEILLE
BATAILLON
MARINS-POMPIERS

Marseille, le 12 MAI 2010
N°S 353 BMPM/EM/PRV/NP

Division prévention

Secrétariat

BORDEREAU D'ENVOI

Expéditeur SECRETARIAT DE LA SOUS COMMISSION DEPARTEMENTALE
DE SECURITE

Destinataire : Direction de la Sécurité du Public
44, avenue Alexandre Dumas
13008 Marseille
à l'attention de Monsieur SUANEZ

1 PROCES VERBAL de la Sous Commission Départementale de Sécurité

- ☐ pour information
☐ pour la suite à donner

	N° PV	DATE PV	Raison Sociale
PV N°	196	12 Mai 2010	Demande d'avis sur les dégagements et l'effectif du public susceptible d'être admis dans la salle du conseil bâtiment Puget Mairie de Marseille Quai du Port 13002 Marseille

Commandant le bataillon de marins pompiers de Marseille
Par ordre, le capitaine de frégate Patrick Grimaud
chef de la division prévention

RECU LE :

PAR :

COPIE(S) : Archives



**PREFECTURE DE LA REGION PROVENCE ALPES COTE D'AZUR
PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHONE**

**DIRECTION DEPARTEMENTALE
DE LA PROTECTION DES POPULATIONS**

**POLE DE COORDINATION DE LA PREVENTION
ET DE LA PLANIFICATION DES RISQUES**

PV n° 196, 10

du 12 MAR. 2010

**PROCES -VERBAL
DE LA SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE
POUR LA SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE
ET DE PANIQUE DANS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU
PUBLIC ET LES IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR
(établi en application des dispositions de l'article 42 du décret 95.260 du 8 mars 1995)**

En application des dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation et du décret n° 95.260 du 8 mars 1995, la commission pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur s'est réunie le mercredi 12 mai 2010 à 09h30 :

- ☒ ~~Pour procéder à une visite périodique~~
- ☒ ~~Pour examiner la proposition d'avis du groupe de visite~~
- ☒ ~~Pour procéder à une visite d'ouverture~~
- ☒ ~~Pour lever un avis défavorable~~
- ☒ ~~Pour étudier un permis de construire n°~~
- ☒ ~~Pour étudier une déclaration de travaux n°~~
- ☒ ~~Pour étudier une déclaration préalable~~
- ☒ ~~Pour étudier une autorisation de travaux ou d'aménagement~~
- ☐ Autres motifs : « Bâtiment Puget » Demande d'avis sur l'effectif du public susceptible d'être admis dans la salle du conseil – Demande d'avis sur les dégagements de la salle du conseil.

ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

Commune	MARSEILLE
Raison sociale	Mairie de Marseille, G8201
Adresse	Quai du Port, 13002
Type	W, L
Catégorie	

19 6 , 1 0

12 MAR. 2010

ETAIENT PRESENTS

Membres avec voix délibérative :

Nom	Service représenté
Madame PIERRARD	Président représentant le Préfet des Bouches du Rhône
Monsieur BATTISTA	Représentant le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer
Madame BREGANTE	Représentant le Directeur Départemental de la Sécurité Publique
Monsieur le LV AUDAN	Rapporteur représentant le Commandant du Bataillon de Marins-Pompiers
Monsieur ALLEGRI	Adjoint au Maire représentant le Maire de Marseille

Membres avec voix consultative :

- ☐
- ☐
- ☐
- ☐
- ☐

Autres participants :

- ☐ Madame PLUTINO
- ☐ Monsieur le MP LECA-PIEDINOV
- ☐ Monsieur le MP DECEGLIE

DPSP
Division prévention
Division prévention

12 MAR. 2010

DESCRIPTIF

Les demandes d'avis concernent la salle du conseil située au R+1 du bâtiment « Puget ».

Demande d'avis calcul et effectif :

Elle concerne la capacité d'accueil maximale pouvant être autorisée dans la salle du conseil du Maire située au premier étage du bâtiment Puget.

D'une superficie de 160 m² sans aménagement, elle est susceptible de recevoir 160 personnes (1P/m²).

Demande d'avis prise en compte de dégagements :

Pour recevoir 160 personnes, le niveau doit posséder réglementairement 2 sorties totalisant 3 unités de passage. Il existe un dégagement totalisant 3 unités de passage, un escalier de 0,60 mètre et un balcon desservant toute la longueur de la façade qui peut être considéré comme un lieu de refuge ou de mise à l'abri.

CLASSEMENTa) **Activité(s)**

Cérémonie d'honneur, conférence, réunion.

b) **Effectif théorique ou déclaré**

NIVEAU	PUBLIC	PERSONNEL
Salon d'honneur	160	Inclus
Totaux :	160	Inclus

Soit au total : 160 personnes.

c) **Classement**

Type : L

Catégorie :

REGLEMENTATION APPLICABLE

- Articles R123-1 à R123-55 du CCH.
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié, relatif à la sécurité contre l'incendie et les risques de panique dans les ERP du 1^{er} groupe.
- Arrêté du 05 février 2007 modifié, relatif au type L.

SITUATION ADMINISTRATIVE DE L'ETABLISSEMENT

Etablissement recevant du public classé en avant projet sommaire en 2^{ème} catégorie de type W et L, procès verbal de la sous commission départementale de sécurité n° 461.05 du 21 décembre 2005.

DOCUMENT(S) PRESENTE(S)

Un dossier de la Mairie de Marseille du 11 mai 2010.

OBSERVATION(S)

A ce jour la Mairie de Marseille fait l'objet d'un classement par déclaration suite au procès verbal n° 561.05. Toutefois, il y a lieu de transmettre un dossier de sécurité comprenant une notice de sécurité et un jeu de plans à l'échelle 1/100^{ème} ou 1/200^{ème} au secrétariat de la commission communale de sécurité afin de classer le bâtiment qui comprend les salles de mariages et divers autres locaux.

Le dossier ne précise pas si il existe un équipement d'alarme incendie pour ce niveau du bâtiment. Par conséquent, lors de l'utilisation de cette salle il y a lieu de mettre en place des agents de sécurité (SSIAP).

De même, la sous commission départementale de sécurité demande qu'il soit effectué par un organisme agréé avant la première ouverture au public à une étude de compatibilité de la charge du plancher à recevoir le nombre de personnes susceptibles d'y être admis.

Par ailleurs, la sous commission départementale précise à l'exploitant que l'effectif maximal du niveau est de 160 personnes, personnels compris. Par conséquent, l'effectif des personnes se trouvant éventuellement sur le balcon est compris dans ce nombre. De plus, la passerelle servant de sortie ne doit pas comporter de personnes supplémentaires et être libre et dégagée de tout encombrement, potentiel calorifique, câbles électriques, etc.

PRESCRIPTION(S)

- 1) Transmettre au secrétariat de la sous commission départementale de sécurité le rapport de l'organisme agréé relatif à la compatibilité de la charge du plancher, article R.123-13.
- 2) Mettre en place des agents de sécurité ayant la qualification SSIAP durant l'occupation de la salle des conseils, articles R.123-13 et GN 4§2.
- 3) Laisser libres et dégagés les dégagements afin de rendre sûre et rapide l'évacuation, articles CO 35 §1 et CO 37 §1.
- 4) Alimenter les installations électriques propres à l'utilisation de la salle conformément à l'article EL 23 §1.
- 5) Faire contrôler toutes les installations techniques supplémentaires mises en place pour toute activité par un technicien compétent, article EL 23 §2.

DECISION

12 MAR. 2010

A l'issue de la réunion, la sous-commission pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, après prise en compte des avis écrits motivés, émet un :

AVIS Favorable à la demande
de lever l'effet de public

- ☐ à la poursuite de l'exploitation de l'établissement
- ☐ à l'ouverture au public de l'établissement
- ☐ au permis de construire n°
- ☐ à la déclaration de travaux n°
- ☐ à la déclaration préalable
- ☐ à l'autorisation de travaux ou d'aménagement

Joseph B. d'être admis dans
la salle du conseil.

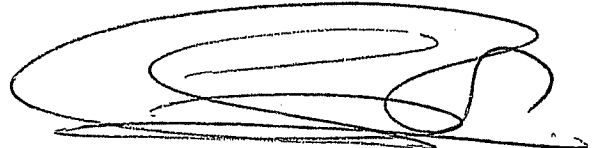
- ☐ pour les motifs suivants :

•
•
•
•
•

La commission rappelle les dispositions de l'article R123.43 du Code de la Construction et de l'Habitation :

« les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation, aux vérifications nécessaires par des organismes ou personnes agréées dans les conditions fixées par arrêté du ministère de l'Intérieur. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement ».

LE PRESIDENT



Sarah PIERRARY